Solidarité internationale

Plaidoyers sur les questions Nord-Sud et internationales

mars 2009

Sommaire de cet article

- Lettre ouverte des ONG environnementales et de solidarité internationale au Président de la (…)
- Appel du CFSI en vue des élections européennes de 2009
- Dette des pays du Sud
- Education
- Lait, ne tarissons pas la source africaine !

Lettre ouverte des ONG environnementales et de solidarité internationale au Président de la République sur le nécessaire soutien financier et technique aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique

Dans cette lettre datée du 6 mars 2009, les membres du Réseau action climat (RAC-France) et de Coordination SUD s'inquiètent du manque d'engagements significatifs de la Communauté internationale et de l'Europe en particulier pour parvenir à nouvel accord sur le climat. Elles rappellent la nécessité d'appuyer les pays du Sud dans la lutte contre les changements climatiques et appellent le Président de la République à défendre un certain nombre d'engagements de l'Europe, parmis lesquels :

Climat et solidarité internationale, Lettre ouverte des ONG au Président

– réduction exemplaire des émissions de gaz à effet de serre et soutien financier et technique aux pays en développement,
– caractère additionnel de ce soutien financier à l'aide publique au développement et à l'achat de crédits de compensation carbone,
– implication systématique et authentique des populations locales dans la définition des politiques et projets,
– rôle central de la Convention Climat pour gérer les financements….

Appel du CFSI en vue des élections européennes de 2009

Pour des politiques européennes cohérentes en faveur de la lutte contre la faim et pour des agricultures paysannes et durables dans les pays du Sud

"La promotion d'une agriculture paysanne et durable, respectueuse de l'environnement, du droit des paysans à vivre dignement de leur travail ainsi que du droit des consommateurs à une alimentation saine, suffisante et à un prix accessible, constitue un enjeu majeur pour le développement équitable

et durable des pays du Sud afin de combattre la faim et la pauvreté. Cela passe par la reconnaissance de la spécificité de l'agriculture et implique la mise en place de politiques agricoles et un statut spécial dans les accords commerciaux.

Nous demandons à l'Union Européenne (UE) de :

- mettre en cohérence ses politiques, notamment celles qui concernent l'agriculture, le commerce international et la coopération, avec ses engagements concernant le développement des pays du Sud, la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim dans le monde.
- faire de la souveraineté alimentaire un axe politique prioritaire devant être décliné dans les différentes politiques européennes et internationales et reconnaître ce droit à la souveraineté alimentaire tant aux pays du Nord qu'aux pays du Sud, notamment dans le cadre des accords commerciaux qu'elle conclut. Il faut des mesures concrètes en matière de Politique agricole commune (PAC), de politique commerciale extérieure, ainsi que de politique de coopération et de développement.

CFSI - Appel

- Télécharger l'appel : ci-contre
- D'autres infos sur le Site du CFSI

Dette des pays du Sud

La Plate-forme Dette demande l'annulation de la dette

"La dette continue d'être un véritable fléau pour les populations des pays du Sud. Résultat d'une politique d'endettement aussi irresponsable de la part des gouvernements des pays créanciers que de la part de ceux des pays débiteurs, seules les populations des pays débiteurs en assument le coût, depuis plus de vingt ans, au prix de millions de vies humaines : le remboursement de la dette prive en effet les Etats de ressources nécessaires au financement des secteurs sociaux essentiels.

La plate-forme « Dette & Développement » regroupe 27 organisations et syndicats français agissant en faveur d'une solution large, juste et durable au problème de la dette des pays en développement. Grâce à l'importante mobilisation de l'opinion publique (24 millions de signatures récoltées dans le

monde), des mesures d'allégements ont été envisagées par les institutions internationales et les pays créanciers. Cependant, pour la plupart des pays du Sud, la dette reste un obstacle majeur au développement.

Afin de mieux faire connaître ce problème et promouvoir la mise en place des mesures nécessaires, les organisations interpellent, à travers leurs réseaux associatifs et syndicaux, l'opinion et les pouvoirs publics français, en particulier à l'occasion des grands rendez-vous nationaux et internationaux. Par ailleurs, les organisations de la plate-forme se font l'écho de leurs partenaires dans les pays endettés, dont ils cherchent à renforcer la capacité d'interpellation et de proposition afin que les fonds dégagés par les remises de dette servent réellement au développement.

La plate-forme agit pour l'annulation de la dette des pays du Sud. Elle poursuit trois objectifs majeurs :

- Faire passer la vie avant la dette, c'est à dire l'effacer chaque fois que son remboursement empêche un pays de mener des politiques sociales vitales pour les populations.
- Faire la lumière sur l'utilisation qui a été faite des créances passées, souvent au profit d'élites corrompues et des intérêts politiques et économiques des pays riches, afin d'annuler les dettes illégitimes, de faire payer les véritables responsables du surendettement et d'en finir avec les pratiques coupables du passé.
- Face à des solutions aujourd'hui arbitraires, au gré des intérêts des créanciers, nous plaidons pour la mise en place d'un droit international de la dette, élaboré par l'ensemble des acteurs concernés et non les seuls créanciers.

Plus d'information sur le site de la Plate-forme dette : http://www.dette2000.org/index2.php

Education

Campagne mondiale en faveur des droits à l'éducation

La Campagne Mondiale pour l'Education est une coalition de mouvements et d'organisations de la société civile de plus de 150 pays. Elle a lancé sa mobilisation 2007 sur le thème "Ensemble pour les droits à l'éducation". La CME demandent à l'UE et ses états membres de s'engager à :

- respecter leur engagement d'augmentation de l'aide publique au développement (APD) d'ici à 2015, engagement pris en 2005 et dans lequel il ont décidés d'affecter 0,56% de leur Revenu national brut à l'APD d'ici 2010 et 0,7% d'ici 2015. Et que cette hausse soit consacrée à renforcer le soutien sur le terrain des programmes d'éducation de base dans les pays à faible revenu, notamment à travers l'initiative "fast-track" de mise en oeuvre accélérée des programmes d'Education pour toutes et tous,
- prendre des engagements fermes pour rendre leur aide prévisible sur une période de 5 à 10 ans, notamment pour permettre aux pays du Sud de mettre en place des politiques de recrutement et des formations des enseignants,
- Augmenter leur contribution au Fonds Catalytique de l'initiative "fast-track" pour que les besoins

de financements prévus pour les pays élus à l'initiative et estimés à 1 milliard de dollars soient couverts,
- S'appuyer pleinement sur le modèle du Contrat pour les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) pour assurer la prévisibilité de l'aide d'ici 2015.

Plus d'information sur le site de la CME : http://www.campaignforeducation.org/

Lait, ne tarissons pas la source africaine !

Campagne terminée

"Au Mali, au Sénégal, au Kenya ou en Tanzanie, le lait est un aliment de base pour la population. Pourtant la production locale est rarement suffisante pour répondre à la demande. Ce secteur pourrait donc se développer, créer des emplois et ainsi contribuer à éradiquer la faim et la pauvreté dans les zones rurales. Au manque de volonté politique des gouvernements africains, s'ajoutent les politiques françaises et européennes qui :

• Poussent les pays africains à ouvrir leurs marchés aux produits agricoles européens qui viennent concurrencer leurs propres productions. C'est le cas, notamment, des négociations d'Accords de partenariat économique (APE) qui entrent dans une phase cruciale puisqu'elles doivent en principe se conclure le 31 décembre 2007.
• Réduisent drastiquement leur aide au développement en faveur de l'agriculture africaine depuis 20 ans.

Dans le cadre de son programme Alimenterre, le Comité français pour la solidarité internationale lance une campagne "Lait : ne tarissons pas la source africaine". Une pétition demande au gouvernement français de respecter le droit des pays africains à protéger leur agriculture, dans le cadre des négociations commerciales internationales. Elle lui demande également d'accroître et d'améliorer son aide publique au développement de l'agriculture africaine.

- Télécharger le dépliant de campagne

Copyright © Site de l'Association Adéquations - https://www.adequations.org/spip.php?article549